

- Lorsque j'ai réfléchi à la présentation que je souhaitais vous faire de la relation bilatérale franco-canadienne, il m'est venu à l'esprit que **je ne pouvais faire l'impasse sur les changements politiques survenus en France au printemps dernier**. Même s'il existe, sur un temps long, une constance de l'action de la France sur le champ de la politique internationale, **ce changement politique, majeur, n'est pas sans effets importants**. Elle impacte le rapport de la France au monde et, par voie de conséquence, avec le Canada. Permettez-moi donc d'aborder mon exposé de la façon suivante :

1. Un retour sur les changements politiques survenus en France cette année.
2. Quelle politique étrangère française ?
3. Dans ce contexte, quelle relation entre la France et le Canada ?

#### **1- Le changement politique survenu en France.**

- Les élections présidentielles puis législatives qui ont eu lieu au 1er semestre 2017 se sont traduites **par un bouleversement du paysage politique français** : nouveau président de la République en la personne d'Emmanuel Macron et un **renouvellement profond de l'Assemblée nationale**, rarement vu dans l'histoire française, avec une forte majorité présidentielle, composée de La République en marche et du Mouvement démocrate, d'obédience centriste.

- **Les électeurs ont souhaité voir un renouvellement politique profond**, qui certes tranche avec les clivages politiques mais qui est aussi **davantage en phase avec les réalités de la société française** : ainsi, l'assemblée nationale est composée de 39 % de femmes contre 27 % lors de la précédente législature. **Nombre de parlementaires sont des primo-députés**, élus pour la première fois (424 sur 577 sièges), qui apportent certainement un vécu, une expérience différente de leurs prédécesseurs.

- **Ce changement est aussi une réponse aux multiples défis auxquels les sociétés occidentales et, en particulier la société française**, sont aujourd'hui confrontées : quel modèle social dans un monde aux économies de plus en plus interconnectées mais avec des degrés de développement différents ? Quelle place dans un monde où les crises elles-mêmes sont mondialisées (et non plus confinées dans un espace régional limité) ? Quelle réponse à des défis comme les changements climatiques où se joue rien de moins que l'avenir de l'humanité ? Quelle réponse à apporter à la tentation du repli sur soi, qui taraude nos sociétés diverses et se retrouve accentué par un phénomène durable, celui du terrorisme ? **En somme, quel monde voulons-nous ?**

- C'est dans ce contexte que le Président de la République et le gouvernement français ont lancé plusieurs chantiers qui visent à **asseoir la place de la France au sein d'une Union européenne forte, dans un monde où les réponses – nécessairement concertées – aux défis doivent concilier efficacité et respect des droits fondamentaux**. Cela passe d'abord par la mise en œuvre d'un projet de société, ce que le Président de la République a appelé une « *transformation* ». Les grands chantiers amorcés visent à **renforcer l'attractivité et le rayonnement de la France**, notamment dans le domaine économique.

- Dans ce même contexte, **la politique étrangère est une priorité**. Si nous n'agissons pas pour défendre nos intérêts et nos valeurs sur la scène internationale, nous laissons le terrain aux partisans du repli sur soi, dans un contexte où la méfiance envers la mondialisation va croissant. Or un tel repli sur soi serait dangereux, sinon illusoire. Comme le Canada, la France a bien conscience que de **nombreuses questions qui animent nos sociétés sont mondiales** : la lutte contre le changement climatique, la lutte contre le terrorisme, les vagues migratoires provoquées par les conflits et la pauvreté, mais aussi les développements technologiques dans des domaines encore peu encadrés comme le numérique ou l'intelligence artificielle...

## **2- Par conséquent, quelle politique étrangère de la France ?**

- **La première priorité pour la politique étrangère française est de consolider ce que j'appelle le « cercle proche », c'est-à-dire l'Union européenne.** Depuis 2008, l'Union européenne a été sans cesse confrontée à de nombreux défis : la crise financière, la crise migratoire, aujourd'hui, le Brexit ou encore le terrorisme venu du Levant. Dans un environnement proche, il ne faut pas oublier la crise ukrainienne qui a mis en valeur les visées de la Russie de retrouver une sphère d'influence large, ou la situation au Proche-Orient marquée par une rivalité croissante entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, au travers du prisme syrien.

- **L'Union européenne a démontré sa résilience mais aussi ses limites** : premier marché économique du monde, elle est considérée comme une puissance « herbivore » par opposition aux « carnivores » que seraient les Etats-Unis, la Russie et la Chine ; elle est aussi considérée comme une machine d'une grande complexité, qui serait éloignée des préoccupations des citoyens. Plus que tout, nous la considérons comme une évidence, une habitude dont nous avons « *perdu le fil de l'ambition* ». Pour y remédier, le Président de la République a défini une approche en six points :

- **Assurer la sécurité des citoyens européens** : cela passe par une mutualisation renforcée des moyens dans tous les domaines : le renseignement, la protection civile, la défense (avec la constitution d'une force d'intervention, dotée d'une doctrine d'action d'ici à 2020).
- **Gérer le défi migratoire** par une harmonisation de la gestion des frontières, de l'asile et des migrations ou encore le lancement d'un programme européen de formation et d'intégration des réfugiés.
- **Une contribution accrue à la stabilisation et au développement de l'Afrique et de la Méditerranée.** C'est lié au défi précédent.
- **Assurer la transition écologique de l'Europe et appuyer le développement durable,** financée en partie par la mise en place d'une taxe carbone aux frontières européennes pour assurer une équité entre les producteurs européens et leurs concurrents européens.
- **Achever l'intégration économique et monétaire** : ce projet concerne avant tout la zone euro, qui doit se doter d'un budget propre pour pallier aux chocs économiques.
- **Faire de l'Europe un champion de l'innovation et lui permettre de jouer un rôle dans la transformation numérique.**

- Le renforcement de l'Union européenne ne veut pas dire que la France renonce à agir seule dans le monde. Les deux vont de pair. la France n'est pas une très grande puissance comme les Etats-Unis et maintenant la Chine, mais c'est une « **puissance agile** », **pour reprendre le mot du Ministre des Affaires étrangères français**. Nous tournons autour du 5<sup>e</sup> rang mondial et nous siégeons au Conseil de Sécurité, mais nous conservons une souplesse et une rapidité d'action.

- Cette agilité, nous la mettons au service de **3 priorités** :

- La 1<sup>ère</sup> priorité internationale c'est la **sécurité de la France, qui se conjugue avec la stabilité du monde**. Comme le Canada, la France est engagée dans la lutte contre Daesh en Syrie et en Irak, et en faveur d'une politique inclusive et de reconstruction dans ces deux pays. Nous sommes également engagés au Sahel où l'enjeu de la sécurité et de la stabilité est crucial.
- La 2<sup>ème</sup> priorité internationale c'est de **défendre nos intérêts et notre souveraineté à l'international**. A grande échelle, cela implique également un réengagement français au Nations unies. Ce n'est pas un « *France is back* » car nous n'étions jamais vraiment partis, mais plutôt « *Stronger than ever* », en particulier pour la défense de nos biens communs comme le climat, la paix, la justice et les libertés, la culture... Nous souhaitons faire entendre notre voix dans toutes les instances qui conçoivent les règles de demain, comme le G20 et le G7. Le déclin – relatif – du leadership américain nous oblige.
- Enfin, la 3<sup>ème</sup> priorité à l'international c'est de **développer notre influence et notre attractivité**. C'est au cœur de l'action de l'Ambassade de France ici. C'est d'abord l'attractivité économique : il faut l'avouer, le Brexit est une opportunité pour inciter les entreprises étrangères à venir investir en France et profiter ainsi du marché unique européen. Mais c'est aussi ce que l'on appelle le « *soft power* », c'est-à-dire le rayonnement scientifique, culturel et universitaire. Ainsi plusieurs initiatives ont été prises pour attirer les chercheurs, par ex. dans le domaine des technologies vertes ou de la santé, du numérique, de l'intelligence artificielle, encore davantage d'étudiants (la France en accueille un peu moins de 300 000 / an).

- **La France agit de manière autonome mais est loin d'être isolée**. La mise en œuvre de ces priorités s'accompagne d'une coopération accrue avec des acteurs non-étatiques (ONG locales, secteur privé, collectivités territoriales) et des acteurs étatiques. Si notre « premier cercle » est l'Europe, nous conservons notre partenariat avec les Etats-Unis et en développons de nouveaux, avec la Chine, l'Inde et d'autres. **Dans cet horizon, le Canada fait partie des alliés proches de la France.**

### **3- Alors, quelle relation entre la France et le Canada ?**

- Le **climat** est le premier dossier sur lequel nous avons, à la faveur de la COP21, bâti une relation très étroite avec le Canada de Justin Trudeau (élu deux mois avant la conférence de Paris). Celui-ci adopté une **politique volontariste en matière de lutte contre les changements climatiques** et a réussi à définir, en lien avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, un *cadre pan canadien de lutte contre les changements climatiques et pour la croissance propre*, qui prévoit notamment un prix plancher du carbone à partir de 2018. Déçus par le retrait américain de l'Accord de Paris, le Canada est aujourd'hui un allié solide et objectif dans le domaine du climat. Notre concertation est étroite : **nous travaillons actuellement au développement d'un partenariat avec le Canada dans ce domaine, annoncé mardi 12 décembre, lors du Sommet « One Planet »**. Ce partenariat couvrira un large spectre d'actions allant du développement de la finance verte à un travail de fond pour réduire les émissions de gazs à effet de serre dans les secteurs maritime, agricole, aérien, en passant par l'innovation dans le développement des technologies vertes.

- Sur le **plan économique**, la forte convergence entre nos positions et celles du Canada appelle de manière naturelle un **partenariat renforcé dans les enceintes multilatérales traitant des enjeux économiques et commerciaux**. On observe une convergence de nos positions sur des sujets tels que le commerce progressiste (au sens équitable et respectueux du droit des Etats à réguler), la lutte contre la fraude fiscale ou le financement du terrorisme. **La relation économique et commerciale se trouve renforcée par l'Accord économique et commercial global UE-Canada entré en vigueur en septembre dernier**. Nous travaillons, de part et d'autre, à la valorisation de cet Accord d'abord, auprès des entreprises mais aussi auprès de l'opinion publique. L'AECG est un exemple d'accord qui démontre qu'il n'existe pas d'incompatibilité entre le libre-échange et notre vision partagée d'un monde plus juste, plus respectueux en matière d'environnement ou de santé.

- **L'innovation, thème cher au Président de la République, sera un axe essentiel de notre coopération**. Tant le Canada que la France ont un savoir-faire, une expérience dans les technologies innovantes (bio tech, technologies vertes, numérique / intelligence artificielle), dans l'articulation entre le monde de la recherche et le monde des affaires.

- Des **Présidences successives du Canada (2018) puis de la France (2019) à la tête du G7 devraient s'articuler des sujets d'intérêts communs**. Nous sommes en train d'y travailler. Le Premier ministre du Canada devrait en dévoiler davantage, mais, en substance, les thèmes du G7 canadien seront centrés sur :

- investissement pour une croissance durable qui bénéficie à tous ;
- adaptation des emplois pour le futur ;
- égalité des genres et promotion économique des femmes – LE sujet transversal, qu'on retrouve systématiquement dans toutes les politiques (développement, paix et sécurité, etc...) ;
- changement climatique, océans, croissance verte ;
- monde plus pacifique, lutte contre le terrorisme.

Ce sont des thèmes qui répondent à des enjeux que nous avons également identifiés.

Cette coopération fondée sur nos présidences successives sera l'occasion, pour nos présidences respectives, de démontrer l'utilité des formats multilatéraux à un moment où certains partenaires les mettent en doute.

- **Sur le volet de la paix et de la sécurité, nous poursuivons le dialogue établi dans le cadre d'une feuille de route sur la paix et la sécurité établie en octobre 2016**. Notre principal axe de travail est la coordination de nos positions sur le renouvellement structurel et conceptuel des opérations de maintien de la paix des Nations unies. **Le Canada et la France se consultent régulièrement sur des enjeux de sécurité : Sahel, Corée du Nord, Syrie**.

\*\*\*

- En guise de conclusion, **la relation franco-canadienne est en constante évolution**. Il y a, en quelque sorte, un alignement des planètes entre le Premier ministre Trudeau et le Président de la République Macron. S'ils sont différents de caractère, ils ont tous les deux été élus sur l'idée d'une rupture politique, avec des approches politiques assez similaires : un projet de société respectueux des différences et des droits, une approche économique plutôt volontariste, une confiance, voire une croyance dans un monde régi par un système multilatéral robuste, qui prévient et résout les crises. C'est sur cette similarité que se fondera le nœud d'une coopération franco-canadienne épanouie et solide.

Je vous remercie./.

**Conférence prononcée le dimanche 14 décembre 2017, par :**

***M. Mathieu Schuster***

***Premier secrétaire de l'Ambassade de France au Canada,***

***Chargé de la politique intérieure canadienne***

***et des relations bilatérales,***

***correspondant chargé des archives et décorations***